

Avec la loi sur l'e-ID, le passport numérique suisse va être privatisé.  
Ce que nous voulons empêcher.  
**Les arguments contre cette loi:**



**Le passeport numérique est un service public**

L'émission d'un passeport numérique est un devoir de l'État qui doit être soumis au contrôle démocratique. À l'avenir, l'e-ID serait utilisée pour les données de santé, pour les votations et pour la facturation électronique des impôts.



**La protection des données reste insuffisante**

Chaque utilisation de l'e-ID est stockée de manière centralisée. Ce qui crée le potentiel de l'abus. L'unique protection efficace des données est de renoncer à la collecte de ces données.



**Le forcing remplace le choix volontaire**

Les personnes âgées, en particulier, craignent que l'e-ID leur sera imposée par des entreprises privées. C'est pourquoi les organisations de seniors en Suisse rejettent la motion du Parlement.

Davantage d'informations sur [www.eid-referendum.ch](http://www.eid-referendum.ch)

À l'avenir, le passport numérique suisse doit être délivré par des compagnies d'assurance et des banques.

**Cette tâche n'a rien à faire entre les mains d'entreprises privées.**

**Votez NON à la loi sur l'e-ID le 7 mars 2021**



**Comité du NON à la loi sur l'e-ID**

Contre la privatisation de l'e-ID, s'engagent des membres issus du PDC, PDB, PEV, PLR, des Verts, Parti Pirate, PS et de l'UDC au sein du Comité citoyens non partisan.  
[www.eid-referendum.ch](http://www.eid-referendum.ch) – [info@e-id-referendum.ch](mailto:info@e-id-referendum.ch)

Digitaler Schweizer Pass  
Passeport numérique suisse  
Passaporto digitale svizzero  
Passaport svizzer digital  
Swiss digital passport



## Votation sur la loi sur l'e-ID

Avec un passeport numérique, il doit devenir possible de s'identifier sur Internet. Ce qui est comparable à la carte d'identité dans la vie réelle. Le Parlement a décidé qu'à l'avenir, de grandes entreprises délivreront le passaport numérique suisse. Des multinationales telles que des banques et des compagnies d'assurance se substitueront aux bureaux des passeports et géreront nos données sensibles.

Le 7 mars, la Suisse doit se prononcer aux urnes sur la loi sur l'e-ID. S'il-vous-plaît, votez NON pour corriger cette dangereuse décision du Parlement!

## Le passeport numérique n'a rien à faire entre les mains d'entreprises multinationales!

Sibylle Berg, membre du Comité citoyens  
«NON à l'e-ID», Zurich



Notre engagement contre la loi sur l'e-ID n'est possible que grâce à d'innombrables petits dons. [www.eid-referendum.ch](http://www.eid-referendum.ch)  
IBAN CH10 0900 0000 1537 2188 0



## Une Confédération dégradée

Avec la commercialisation du passeport numérique, la Confédération est dégradée au point de devenir un fournisseur de données. L'Office fédéral de la police créerait à cette fin une nouvelle base de données personnelles spécialement conçue pour fournir aux multinationales privées les données personnelles des citoyens et citoyennes.

Derrière le SwissSign Group, qui veut délivrer l'e-ID, se cachent des banques, des compagnies d'assurance, des caisses d'assurance maladie et des entreprises affiliées à l'État. Et vous, vous souhaitez obtenir votre passaport numérique suisse par ces entreprises?



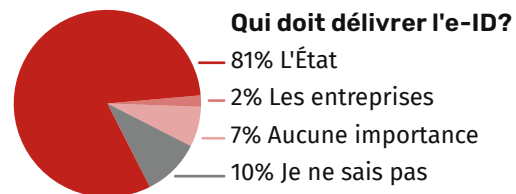
RAIFFEISEN



die Mobiliar

## La population n'a pas confiance

Selon des enquêtes représentatives, plus de 80 % de la population veulent obtenir leur passeport numérique auprès de l'État et non par des entreprises. Le manque de confiance envers les entreprises privées est net.



Source: Digital Democracy Lab, Université de Zurich, 2019, [digdemlab.io](http://digdemlab.io)

## Les cantons rejettent la loi

Huit cantons refusent de soutenir la loi sur l'e-ID parce qu'ils considèrent que l'émission de papiers d'identité est une tâche centrale de l'État.

## S'engagent pour un NON:

Société numérique, Public Beta, Campax, droitsfondamentaux.ch, Internet Society Switzerland, Fédération suisse des syndicats, Conseil suisse des aînés, Association suisse des Aînés, Fédération des Associations des retraités et de l'entraide en Suisse, Syndicom, SSP et WeCollect.